

Unité départementale de l'Isère
Pôle Territorial
17, boulevard Joseph Vallier 38030 GRENOBLE Cedex 02

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 9/10/2025 (partie COV)

Contexte et constats

Publié sur



Société REXOR à Villages du lac de Paladru

La Feydelière, 172 rue Saint Michel

Références : 2025-Is022TN3

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9/10/2025 dans l'établissement REXOR sur la commune de Villages du lac de Paladru. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REXOR
- 172 rue Saint Michel, Villages du lac de Paladru
- Code AIOT dans GUN : 061-3032
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED
- Effectif : 90 personnes

L'inspection s'inscrit dans le cadre du Pan Pluriannuel d'Inspection.

La présente inspection traite des suites de l'inspection du 25 juin 2024 dont le sujet principal était la maîtrise des rejets de COV (rapport 2024Is036TN3).

Elle fait notamment le point sur les AP d'astreinte administrative **DDPP-DREAL UD38-2021-07-02 du 2/7/2021 et DDPP-DREAL UD38-2022-10-14 du 19 octobre 2022** et les APMD **DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10 juin 2020, DDPP-DREAL UD 38-2021-07-01 du 2 juillet 2021 et DDPP-DREAL UD38-2023-12-18 du 20 décembre 2023.**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection du 9/10/2025 de l'établissement REXOR implanté sur la commune de Villages du lac de Paladru, les constats établis amènent l'inspection des installations classées à proposer à Madame la Préfète les suites administratives suivantes.

Point de contrôle n°1 (respect des valeurs limites de rejets de COV) : **liquidation partielle de l'astreinte** DDPP-DREAL UD38-2022-10-14 du 19 octobre 2022 et demande d'action corrective.

Point de contrôle n°2 (conditions de réalisation des mesures externes en COV à la cheminée de l'oxydateur) : demande d'action corrective.

Point de contrôle n°3 (valeurs limites en COV en aval de l'oxydateur) : proposition d'**amende administrative**, demande d'actions correctives.

Point de contrôle n°4 (surveillance en continu à la cheminée de l'oxydateur) : **liquidation totale** de l'astreinte DDPP-DREAL UD38-2021-07-02 du 2 juillet 2021.

Point de contrôle n°5 (nuisances sonores) : demande d'action corrective.

Point de contrôle n°6 (modifications des conditions d'exploiter) : **proposition d'amende administrative**, demande d'actions correctives.

Point de contrôle n°7 (stockage nitrocellulose) : demande d'action corrective.

2-3) Fiches de constats

Nom du point de contrôle n°1 : valeurs limites de rejets de COV

Référence réglementaire :

APMD DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10 juin 2020

AP d'astreinte administrative DDPP-DREAL UD38-2022-10-14 du 19 octobre 2022

AP de consignation de somme DDPP-DREAL UD38-2024-11-10 du 28 novembre 2024

Prescription contrôlée

La société REXOR, sise sur le territoire de la commune de Villages de Paladru à l'adresse suivante 172 rue Saint Michel est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de cent cinquante euros jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 juin 2020 :

respect de l'article 3.2.5 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019 qui stipule que les émissions cibles totales de l'atelier enduction ne doivent pas dépasser 12,5 % de l'émission de référence égale à 4 fois la consommation d'extrait sec.

Le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.

Constats :

Il est rappelé :

- qu'un AP DDPP-DREAL UD38-2023-12-04 du 11 décembre 2023 a porté liquidation partielle de l'astreinte administrative journalière imposée par l'AP du 19 octobre 2022 suite aux constats réalisés le 19 octobre 2023,
- qu'un AP DDPP-DREAL UD38-2024-08-16 du 27 août 2024 a porté liquidation partielle de l'astreinte administrative journalière imposée par l'AP du 19 octobre 2022 suite aux constats réalisés le 25 juin 2024.

Comme les années précédentes, les émissions de l'atelier enduction affichées dans le PGS 2024 sont largement supérieures au niveau autorisé par l'AP, comme le montre le tableau ci-dessous : 270,9 tonnes de solvants rejetées contre 41,4 tonnes autorisées.

Le Bref STS désormais applicable n'est pas respecté : 72,6 % de diffus en 2023 et 70% en 2024 contre 12% autorisé pour l'atelier enduction.

Par ailleurs, les émissions affichées pour l'atelier laques sont en augmentation sensible, représentant 18 % des solvants utilisés contre 5% autorisés.

A noter que des corrections sur le PGS demandées à l'exploitant n'ont pas été prises en compte; L'exploitant indique cependant avoir réalisé un important travail de fiabilisation des données concernant les extraits secs pris en compte dans les différents produits et déchets.

Il est convenu, qu'un échange spécifique sur la méthodologie du PGS sera programmé ultérieurement avec l'inspection.

| solvants en tonnes (MEK principale ment) | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|------------------------|----------------------|----------------------|-------------------|-------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------------|
| Rejet Atelier enduction | 62 | 46,7 | 45,2 | 234,8 | 153 | 245,5 | 165,6 | 295,8 | 270,9 |
| VL atelier enduction (AP 2019)* | 56,8 | 57,1 | 57,1 | 53,3 | 50,2 | 50,7 | 46,3 | 43,7 | 41,4 |
| | | | | | | | | | Valeur limite 5% |
| VL Atelier laques (AP2019)** | 14,2t soit 3,6 % | 12,2t soit 3 % | 22,6t soit 5 % | 13t soit 3,7 % | 14,5t soit 4,26 % | 30,3t soit 6,4% | 107t soit 14,2 % | 59,7t soit 8,6 % | 130,7t 18,70 % |

*Les rejets totaux de l'atelier enduction ne doivent pas dépasser 12,5 % de l'émission de référence égale à 4 fois la consommation d'extrait sec (article 3.2.5 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019)

** Les rejets totaux de l'atelier laques ne doivent pas dépasser 5 % de la consommation de solvants utilisés sur le site. (conforme à l'AM du 02/02/98 article 30.23 et à l'arrêté type 1978)

Une commande a été passée pour un nouvel OTR de capacité 80 000 Nm³/h auprès de la société KALFRISA mais seul 10% du cout de 925000 euros ont été payés à ce jour. La mise en service est annoncée pour fin aout 2026 mais sans planning précis.

Deux machines d'enduction sont en fonctionnement sur le site :

- machine 7 (1987) avec 2 blocs d'enduction et 11 tunnels associés dont 4 raccordés à l'OTR,
- machine 10 (2010) avec 1 seul bloc d'enduction et 2 tunnels raccordés à l'OTR.

L'exploitant précise :

- que l'ensemble des tunnels des machines 7 et 10 seront captés et dirigés vers le nouvel OTR, y compris pour les solvants ciliconés,
- que le nouvel OTR sera impanté en lieu et place de l'existant ; lors des travaux d'une durée de 6 semaines, il n'y aura pas de production à base solvantée.

Plusieurs actions sont mises en avant par l'exploitant afin d'améliorer les émissions du site, sans pour autant atteindre la conformité :

- exploitation de l'OTR par les opérateurs de production, permettant une plus grande réactivité en cas de problème,
- point quotidien sur le fonctionnement de l'OTR et résultats FID,
- arrêt de la production solvantée en cas de dysfonctionnement de l'OTR ou du FID (décidé au cas par cas par le directeur du site).

Les rejets entre le 1er janvier et le 31 août 2025 pour la partie enduction sont évalués par l'exploitant à 133 tonnes.

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites :

Liquidation partielle de l'astreinte du 19/10/2022

Date de notification de l'APAA : 27/10/2022

Date du dernier constat ayant donné lieu à une levée partielle de l'astreinte : 25/6/2024 inclus

Date du nouveau constat de non respect : 9/10/2025

470 jours X 150 euros = **70500 euros**

Demande d'action corrective 2025

Dans les plus brefs délais et au plus tard fin novembre 2025, l'exploitant doit porter à la connaissance du préfet les modifications relatives à l'installation du nouvel OTR, avec tous les éléments d'appréciation et en particulier :

- conditions d'installation du nouvel OTR (planning détaillé des travaux, gestion de l'indisponibilité du traitement, confirmation arrêt de production solvantée...),
- gestion des effluents ciliconés (technologie, cout, durée et gestion des période d'arrêt OTR...),
- performances attendues : PGS prévisionnel démontrant que le nouvel OTR va permettre de répondre à l'AP et aux MTD,
- description des modes de surveillance associés,
- scénarios accidentels et mesures de gestion associées.

Un plan de mise en conformité coté formulation sera transmis dans le même délai (détermination des actions correctives, coûts associés, planification).

Nom du point de contrôle n°2 : conditions de réalisation des mesures externes en COV à la cheminée de l'oxydateur

Référence réglementaire : APMD DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10/6/2020

Respect avant le 31/12/2020 de l'article 3.2.1 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019 qui stipule que

« les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées. »

Prescription contrôlée

Suite à l'inspection du 19 octobre 2023, l'inspection a considéré que l'APMD était respecté sur ce point mais a formulé une DAC.

Cette demande a été réitérée en 2024.

Demande d'action corrective 2023 et 2024

Faire valider les mesures de débit par les deux sondes ATEX via une mesure comparative normalisée externe.

Constats :

Comparaison non réalisée.

Un diagnostic des débitmètres amont et aval a été réalisé selon l'exploitant.

Le débitmètre aval est à changer- prévu avant le 24/ 11/2025.

Un étalonnage des deux débitmètres est prévu le 24/11/2025.

Il est rappelé que ces mesures sont fondamentales pour fiabiliser le PGS.

Avis de l'inspection des ICPE : demande d'action corrective

Proposition de suites : demande d'action corrective

Faire valider les mesures de débit par les deux sondes ATEX via une mesure comparative normalisée externe.

Résultats à tenir à disposition avant fin novembre 2025.

Nom du point de contrôle n°3 : valeurs limites en COV en aval de l'oxydateur

Référence réglementaire : APMD DDPP-DREAL UD 38-2021-07-01 du 2 juillet 2021 (délai 3 mois)

Mise en demeure de respecter les valeurs limites fixées en aval de l'oxydateur à l'article 3.2.4 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05

Prescription contrôlée

Demande d'action corrective 2024

L'exploitant doit réaliser une analyse des résultats d'autosurveillance au regard en particulier des futures normes en COVT (AM du 3/2/2022).

La validité des mesures FID doit être confortée par des comparaisons avec les mesures externes.

Demande d'action corrective 2024

Il est rappelé qu'il est nécessaire de tenir un registre des dysfonctionnements de l'OTR et du FID avec indication des causes et remèdes en application de l'article 3.2.1 de l'AP du 11/2/2019 et de l'article 2.9.4 de l'AM du 3/2/2022 transcrivant le BREF STS.

Constats :

La valeur limite fixée dans l'AP du 11/2/2019 est de 20mg/Nm³ sur gaz sec en COVNM, le rendement de l'oxydateur étant inférieur à 98%.

Depuis le 9/12/2024, par application de l'AM du 3/2/2022 transcrivant le BREF STS, la valeur limite est de 20mg/Nm³ sur gaz sec en COVT. Les conditions de respect des valeurs limites sont fixées au point 1.3 de l'arrêté ministériel. Pour les mesures en continu, la valeur limite de 20 mg/Nm³ sur gaz sec s'applique en moyenne journalière, une valeur de 30mg/Nm³ étant définie en moyenne horaire. Pour les mesures périodiques, le 20mg/Nm³ s'applique en moyenne sur la période de surveillance et le 30 mg/Nm³ en moyenne horaire.

Le FID a été remis en fonctionnement fin août 2025.

Vu en fonctionnement le jour de l'inspection avec des teneurs instantanées entre 5 et 60 mgeqC/Nm³.

Il existe un suivi des moyennes horaires: comprises entre 20 et 60 mgeqC/Nm³ le 8/10, donc non conforme (VL à 30).

Pas de suivi des moyennes journalières.

L'exploitant précise qu'un logiciel de traitement des données permettra le suivi des VL pour le nouvel oxydateur.

Aucune mesure externe n'a été réalisée en 2023.

Le CE (contrôle externe) du 13/2/2024 était non conforme (voir rapport 2024Is036TN3).

Le seconde mesure externe annoncée en 2024 n'a pas été réalisée.

Aucune mesure externe en 2025 à ce stade.

Elle est à programmer avant fin novembre 2025 pour vérification des VL et du rendement de l'OTR et comparaison avec les résultats du FID.

L'exploitant n'est toujours pas en mesure de donner le taux d'indisponibilité de l'OTR et du FID. Ces deux équipements critiques ne sont pas suivis correctement.

Avis de l'inspection des ICPE : non respect de l'APMD sur la conformité des valeurs limites en COV en aval de l'OTR.

Proposition de suites

Proposition d'amende administrative de 15 000 euros.

Demande d'action corrective

Programmer le CE avant fin novembre 2025 pour vérification des VL et du rendement de l'OTR et comparaison avec les résultats du FID.

Mettre en place :

- un suivi des équipements critiques incluant les périodes d'indisponibilité,
- un suivi des VL en moyennes horaires et journalières.

Nom du point de contrôle n°4 : surveillance en continu à la cheminée de l'oxydateur

Référence réglementaire :

APMD DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10/6/2020

AP d'astreinte journalière DDPP-DREAL UD38-2021-07-02 du 2/7/2021.

Prescription contrôlée

APMD DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10/6/2020

Respect avant le 31 août 2020 de l'article 10.2.1.1 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019 qui stipule que la surveillance en continu des COT (exprimé en carbone total) doit être réalisé sur la cheminée de l'oxydateur

Constats :

Il est rappelé q'un AP DDPP-DREAL UD38-2023-12-04 du 11 décembre 2023 a porté liquidation partielle de l'astreinte administrative journalière imposée par l'AP du 2 juillet 2021 suite aux constats réalisés le 19 octobre 2023.

Il est rappelé q'un AP DDPP-DREAL UD38-2024-08-16 du 27/8/2024 a porté liquidation partielle de l'astreinte administrative journalière imposée par l'AP du 2 juillet 2021 suite aux constats réalisés le 25 juin 2024.

Constat du 9/10/2025

Le FID a été remis en fonctionnement fin août 2025. Pas de panne depuis selon l'exploitant.

Vu en fonctionnement le jour de l'inspection avec des teneurs instantanées entre 5 et 60 mg_{eq}C/Nm³.

Suivi des valeurs limites horaires mais pas journalières.
Ce suivi est prévu avec le nouvel OTR.

Pas de comparaison possible entre des valeurs d'autosurveillance (FID exploitant) et des valeurs de contrôle externe, faute de CE. Sera fait avant fin novembre 2025

L'exploitant précise qu'il est prévu d'installer deux FID en amont et en aval du nouvel OTR.
L'inspection demande à l'exploitant d'exiger les attestations QAL 1 au fournisseur.

Avis de l'inspection des ICPE : la surveillance en continu est réalisée.
L'APMD DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10/6/2020 est respecté sur ce point.

Proposition de suites : proposition de liquidation totale de l'astreinte du 2/7/2021.

Date de notification de l'APAA : 13/7/2021

Date du dernier constat de non respect ayant donné lieu à une levée partielle : 25/6/2024 inclus

Date du nouveau constat de non respect : 9/10/2025

470 jours X 50 euros = **23 500 euros**

Il est proposé de ne pas prélever cette somme.

Nom du point de contrôle n°5 : nuisances sonores

Référence réglementaire : AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11 février 2019, titre 7

Prescription contrôlée

Respect des valeurs limites d'émergence et des niveaux limites de bruit en limites de propriété

Constats :

Absence de plainte remontée à l'inspection.

Un point est fait sur l'état d'avancement du plan d'actions.

| Équipement | Traitement acoustique | Bilan des actions |
|--------------------------|--|-------------------|
| Chemine hall 10 | Silencieux cylindrique | Réalisé fin 2023 |
| TAR / Pompe TAR | Écran acoustique ou remplacement | Non réalisé |
| Incinérateur | Écran acoustique ou adaptation du fonctionnement | fait |
| Ventilateur incinérateur | Capotage | |
| Rejets bâtiment hall 7 | Silencieux | Non réalisé |

Les dernières mesures ont été réalisées suite à la pose du silencieux au hall 10.

Les valeurs d'émergence sont en dépassement sur 3 points en ZER.

L'émergence au point 3 reste très élevée (autour de 10dB) à cause du fonctionnement de la TAR qui est par ailleurs à l'origine de tonalités marquées.

Travaux prévus sur la TAR le lundi 13 octobre (Vu matériels sur site) et nouvelles mesures de contrôle avant fin 2025.

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites : demande d'action corrective

Plan d'action à poursuivre dans l'objectif d'une mise en conformité sur l'ensemble des points en ZER.

Délai 6 mois

Nom du point de contrôle n°6 : modifications des conditions d'exploiter

Référence réglementaire : APMD DDPP-DREAL-UD38-2023-12-18 du 20 décembre 2023, article 2

Prescriptions contrôlées

Respect sous 6 mois des articles R181-46 et R122-2 du CE en déclarant avec tous les éléments d'appréciation, l'ensemble des modifications notables réalisées et non portées à la connaissance du préfet.

Constats :

Rappel constats et demandes 2023 et 2024

L'exploitant indique que le projet de transfert d'une activité complexage sur le site a été abandonné.

Il ressort des échanges et des constats du 19/10/2023 les éléments suivants :

- la quantité de nitrocellulose stockée sur site dépasse le seuil autorisé de 400kg (900 kg maxi d'après l'exploitant) au titre de la rubrique 1450;
- la quantité de liquides inflammables dépasse le seuil autorisé de 140 tonnes (entre 300 et 400 tonnes maxi d'après l'exploitant) au titre de la rubrique 4331;
- l'installation d'un nouvel atelier de formulation (non encore en service) a été constatée; il est destiné à la formulation de produits vendus en externe;
- la réorganisation des stockages des produits et déchets en limite de propriété coté Sud Est;
- l'arrêt de la laqueuse 6.

L'ensemble de ces modifications constituent des modifications a minima notables qui doivent être déclarées avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R181-46 du CE.

La modification au titre la rubrique 4331 étant en elle même supérieure au seuil E (100 tonnes), il conviendra que l'exploitant réalise une demande d'examen au cas par cas (CERFA 14734-04), en application de l'article R122-2 du CE.

Compte tenu des modifications réalisées et envisagées, nécessitant une mise à jour de l'étude dangers du site, il est conseillé à l'exploitant de bâtir un dossier type DDAE avec étude d'incidence et de la joindre au CERFA 14734-04. La procédure à engager sera déterminée après examen de ces éléments.

Il est attendu un positionnement clair et le cas échéant une prise en compte rigoureuse des exigences des textes suivants :

- arrêté du 24/09/20 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation;
- arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Point 2025

L'étude d'impact et l'étude de dangers ont été mises à jour mais non transmises.
Elles seront transmises pour fin novembre 2025.

Idem pour le positionnement par rapport aux arrêtés ministériels.

Le repreneur potentiel indique que l'activité envisagée rentre dans le cadre de l'autorisation actuelle. Ce point sera à confirmer au préfet.

Avis de l'inspection des ICPE : non respect de l'APMD DDPP-DREAL-UD38-2023-12-18 du 20 décembre 2023, article 2

Proposition de suites :

Proposition d'amende administrative de 15 000 euros.

Demande d'action corrective

L'exploitant transmettra le dossier complet avant fin novembre 2025 . Il est attendu une liste détaillée des non conformités identifiées associée à un plan de mise en conformité précis et d'un échéancier.

Point de contrôle n°7 : stockage nitrocellulose

Référence réglementaire : règlement du 18/12/2006 – article 37-5 (REACH)

APMD DDPP-DREAL-UD38-2023-12-18 du 20 décembre 2023, article 1

Prescription contrôlée

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats :

Selon l'AP du 11/2/2019, la quantité de nitrocellulose stockée ou utilisée sur le site ne peut pas dépasser 400kg. Le 9 octobre 2025, il a été constaté un état des stocks indiquant 240 kg sur site.

L'exploitant réalise un suivi pour interdire le dépassement de seuil.

La substitution du produit est en cours d'étude (nitrocellulose en solution) pour une mise en œuvre annoncée avant fin 2025. Ce point devra être confirmé, le cas échéant, dans le dossier à transmettre pour fin novembre 2025.

L'Inspection insiste sur l'importance de respecter les conditions de stockage et de manipulation du produit décrites dans la FDS.

L'exploitant précise que tout contenant ouvert est maintenant immédiatement consommé et que le personnel est formé à la manipulation et au stockage.

La nitrocellulose est stockée dans un bungalow pourvu d'une climatisation.

L'Inspection souligne la nécessité de supprimer tout risque d'incendie (en particulier supprimer tout combustible et tout matériel électrique au niveau du stockage).

Avis de l'inspection des ICPE :

L'exploitant doit supprimer tout risque d'incendie au niveau du stockage.

Proposition de suites :

Demande d'action corrective

L'exploitant doit supprimer tout risque d'incendie au niveau du stockage.

Observation

L'exploitant doit veiller à la bonne tenue de l'état des stocks, au respect du seuil des 400 kg, au respect des conditions de stockage et manipulation du produit.